Pour ne pas perdre complètement l'espoir

vendredi 19 juin 2026, par Denis COLLIN

Je crois qu'une partie très importante des difficultés à redéfinir une orientation politique d'émancipation sociale qui pourrait avoir une prise sur la réalité tient à ce que nous ne parvenons pas à nous extirper de schémas désormais obsolètes. Le schéma « classique et faussement rassurant » de la révolution sociale « à l'ancienne », le schéma réformiste de la conquête du pouvoir par un parti ouvrier appliquant des réformes sociales (la vision Bernstein du socialisme), le schéma de construction ou de la reconstruction de l'indépendance nationale, etc.

Nous avons maintenant une expérience historique suffisante pour pouvoir affirmer que la vision qu'avaient Marx et Engels de la révolution sociale ne marche plus. En fait, elle a été battue lors de la Commune de Paris (le « solo de la classe ouvrière » s'est transformée en chant funèbre, selon la prédiction de Marx dans le *18 brumaire de Louis Bonaparte*) et fut écrabouillée par la Première guerre mondiale, lorsque, au mépris des résolutions de l'Internationale, les prolétaires allemands et français entre-tuèrent pour les beaux yeux du capital. La révolution à la sauce Lénine et Trotski a conduit là où nous savons, comme toutes les révolutions dans les pays arriérés ont conduit à des dictatures plus ou moins totalitaires qui, après coup, apparaissent comme l'étape intermédiaire vers la « modernisation capitaliste » de ces pays et l'instauration d'un capitalisme bureaucratique dictatorial réalisant une version inédite, mais efficace du capitalisme. L'argument est : « il s'agissait de pays arriérés », mais cet argument tombe à plat, car dans les pays avancés, beaucoup plus riches, il y a eu des mouvements sociaux, puissants, mais aucune révolution sociale. L'argument de la trahison ne tient pas plus : pourquoi les « masses » (on devrait abandonner ce termes) se laissent-elles si facilement trahir ? Et pourquoi, maintenant qu'elles délaissent les vieux partis de « gauche », à peu près partout en Europe, se tournent-elles vers des partis comme le RN, l'AFD, les Fratelli, ou le parti de Nagel ?

La stratégie réformiste ne fonctionne que si les classes dominantes ont peur de tout perdre. Mais comme elles n'ont plus peur, le réformisme ne marche plus ! Les partis réformistes, d'ailleurs, se recyclent en partis « bourgeois » comme les autres (exemple : le PD italien !). On se dit qu'il faudrait reconstruire un vrai parti ouvrier large et capable de réunir électoralement les travailleurs salariés ou indépendants. Mais dans une société aussi atomisée que la nôtre, c'est à peu près impossible. Les grandes concentrations ouvrières ont été liquidées, l'habitat dispersé dans des banlieues pavillonnaires, les cités HLM étant occupées principalement par des familles immigrées qui s'en sauvent dès qu'elles peuvent, c'est-à-dire dès qu'elles ont commencé leur ascension sociale. La « conscience de classe » se réduit au strict minimum – les ouvriers travaillent, pas comme ces « branleurs d'étudiants » (voir ce que raconte Ruffin sur ce sujet dans sa lettre du front de la Somme).

« La jeunesse est la flamme de la révolution prolétarienne », disait Liebknecht. Cette phrase semble aujourd'hui totalement irréaliste. La jeunesse est embrigadée dans l'ordre capitaliste à un point que l'on n'avait jamais connu. Les « gagnants » de la course aux diplômes et aux grandes écoles gagnent pas mal d'argent et songent surtout à profiter de la belle vie. Les ratés pestent et adoptent un mouvement du ressentiment comme LFI, qui vire à l'antisémitisme, et sont en train de devenir de la graine de fasciste : le « palestinisme » est l'idéologie de ces couches-là. Les autres, ceux qui habitent

« Périphéria » (voir Guilluy) essaient de se débrouiller et de vivre en travaillant – voir le livre très intéressant, *Ceux qui restent,* par Benoît Coquard.

Resterait à refaire la nation, sortir de la mondialisation et repartir sur de nouvelles bases. Bien que j'aie défendu longtemps l'importance de cette restauration de la nation souveraine comme levier de la transformation sociale, j'en suis aujourd'hui beaucoup moins certain, beaucoup moins certain que ce soit un levier. D'abord, concernant la France (mais c'est aussi vrai des autres Européens), les partisans du retour pur et dur à la souveraineté nationale sont ultra-minoritaires : quelques pour cent en tout et pour tout. Et de plus, ils sont divisés en mille chapelles, écoles, gourous. Essayez de mettre dans une même salle et pour établir un programme commun Asselineau, Philippot, Kuzmanovic, Dupont Aignan, Nikonoff, et quelques-uns du même acabit, et vous connaissez d'avance le résultat. Tous ces gens sont d'accord sur un refus, ils sont en fait « anti » quelque chose, mais on ne peut pas faire l'union sur des refus ! Si vous dire que vous ne voulez plus du jaune, il faudra alors savoir si on veut le vert, le bleu ou le rouge… C'est là la situation des « souverainistes » condamnés à l'impuissance. Il n'en demeure pas moins que la sortie de cette « prison des peuples » qu'est l'UE est indispensable. Si la France sort, d'ailleurs, l'UE est détruite derechef. C'est ce grand saut dans l'inconnu que redoutent nombre de nos concitoyens. Mais avec le MERCOSUR et l'adhésion de l'Ukraine et de la Moldavie, et peut-être la guerre ouverte avec la Russie, la sortie de l'UE deviendra une question de vie ou de mort. Ajoutons que si la gauche a disparu, remplaçant le social par le sociétal, le ralliement à l'européisme en est largement la cause, puisque, pour le social, la clé est maintenant à Bruxelles. Et donc, si nous voulons reconstruire un État social, la sortie de l'UE s'impose.

Il y a autre chose que savent bien les gens du peuple : si on revient sur notre pré carré national, il faudra produire nous-mêmes et trouver les ressources pour cela. Cela entraînerait une baisse importante du niveau de vie : comment acheter la voiture la moins chère, la DACIA par exemple, si elle n'est plus fabriquée en Roumanie, où le SMIC est à 814 € et en France avec un SMIC à 1800 € (tout cela en brut) ? Et tant de choses sont à l'avenant dans un pays aussi désindustrialisé que le nôtre. Si on met des barrières douanières, il faudra s'attendre à ce que les autres en fassent autant et donc les exportations chuteront. Mais on devra toujours importer à peu toutes les matières premières, le pétrole… et l'uranium (ceci dit pour ceux qui pensent que le nucléaire peut faire des miracles). Pour reconstruire notre industrie nationale et redevenir indépendant, il faut les moyens de la puissance, ceux qui permettent de contraindre les autres à négocier à nos conditions.

Ce texte est écrit sur un ordinateur américain, avec des puces de Taïwan, des périphériques coréens, chinois ou autres, ma lampe de bureau vient de Chine, et ainsi de suite. Dans le détail, nous sommes intriqués dans le système mondial et en sortir sera ou serait une tâche épouvantablement compliquée qui demanderait une fermeté et une patience un peu hors du commun. On peut « démondialiser » à petits pas, sur des segments limités, mais une rupture franche me semble totalement irréaliste. Sans oublier la dette essentiellement souscrite sur les marchés internationaux et qu'il faudrait rembourser sous peine de graves sanctions.

Enfin, pour revenir à la nation, il faudrait encore que la nation existât. Or, la nation française est disloquée par une immigration devenue largement hostile – surtout chez les jeunes – et radicalement opposées aux principes auxquels les Français sont attachés. Quand je dis « immigration », c'est la manière dont le problème est perçu et présenté le plus souvent, mais c'est une manière biaisée. Il y a bien un problème d'immigration de moins en moins contrôlée depuis le début de la présidence de Macron (350000 nouveaux permis de travail en 2025), une immigration paupérisée dont le taux d'emploi est paradoxalement très faible et qui consomme une part croissante de l'aide sociale – inutile de continuer à véhiculer le baratin de gauche bien pensante sur « la chance pour la France ». Mais nous avons aussi et surtout des problèmes avec les milieux musulmans travaillés par l'islamisme qui ne sont pas composés seulement d'immigrés, mais de jeunes Français de deuxième

ou troisième génération qui se sentent de moins en moins Français et trouvent dans l'islamisme un dérivatif puissant pour exprimer leur ressentiment, leur volonté de prendre la place de ceux qui sont en place et de faire la loi à la place de la république. Que la majorité des « musulmans » moins de 25 ans pense que la charia est supérieure à la loi républicaine est tout de même très inquiétant. Il faut prendre au sérieux les réseaux militants des Frères Musulmans et autres agents qatari ou iraniens. Ils organisent systématiquement leur prise de pouvoir à terme. Dans le même temps, pour ne pas avoir d'ennuis, pour ne pas se faire remarquer, des jeunes Français « de souche » ou des Africains chrétiens se convertissent à l'islam pour se protéger des pressions islamistes et garder leurs potes, d'où une islamisation rampante. Les bases de la maison France sont sérieusement ébranlées. Comment sortir de là ?

Il faudrait encore que nous retrouvions une « culture commune », mais de plus en plus, cette culture commune vient d'ailleurs : barbecues, prénoms de enfants (les Kevin, les Jordan, etc.) et associations de « country », les classes populaires sont largement américanisées ! Sans oublier les séries télévisées, la dislocation de tout « commun » par les réseaux dits « sociaux ». Il y a encore une culture populaire française qui s'attache aux provinces ou à certaines traditions. L'étonnant mouvement populaire qu'a suscité la victoire de Lens dans ce qui fut le bassin minier, des dizaines de milliers de gens chantant « Mon Nord, c'était les corons », voilà une manifestation de ce peuple qui ne veut pas mourir. Les succès du « canon français » en sont une autre (quoi que l'on pense des initiateurs, c'est un symptôme). Mais tout cela ne fait pas une force politique nationale. De côté, le système scolaire, de la maternelle à l'université, est totalement engagé dans cette politique de destruction de la nation, de sa culture, de son histoire. L'horrible Boucheron, historien officiel, en est l'incarnation.

Je ne crois pas, hélas, qu'on fera marche arrière ! On ne peut pas rembobiner le film et il faudra sans doute boire le calice jusqu'à la lie. Il faudrait partir d'un diagnostic sur ce qui nous attend et essayer d'en tirer quelques conclusions.

D'un point de vue général, la phase de la « mondialisation heureuse » est terminée. Plus personne ne croit que tout le monde peut gagner à la liberté du commerce et de la circulation. On assiste à une recomposition autoritaire de toutes les grandes puissances. Trump n'est que la consécration d'un tournant qui avait été pris aux États-Unis avant l'élection de 2024. La Chine étend son influence et développe ses propres voies commerciales, tout en restant, officiellement, le dernier porte-parole important du « libre échange ». L'affrontement Russie-Ukraine (UE-USA vs. Russie en fait) n'est compréhensible que dans ce cadre. La paix en Europe n'intéresse plus aucun gouvernement. Le contrôle des ressources redevient l'obsession de la classe capitaliste : ressources énergétiques (pétrole, gaz, uranium) et ressources en minerais rares autant que moins rares – le cuivre, par exemple, pourrait manquer en cas d'électrification massive du parc automobile. Ce genre de situation pourrait se terminer par « une bonne guerre » pour faire repartir les affaires, sachant que l'issue d'une guerre généralisée aujourd'hui pourrait être complètement imprévisible. Les mouvements dits « antilibéraux » qui occupaient la scène au début des années 2000 n'ont plus rien à faire : le soi-disant néolibéralisme est mort. Les « antilibéraux » ont gagné !

Même si la guerre est évitée ou soigneusement contrôlée, le processus vital du mode de production capitaliste, l'accumulation du capital, se retrouve dans une impasse. On ne peut pas éternellement faire semblant que les affaires vont bien en produisant une montagne de capitaux fictifs. Il faut produire et trouver des clients. L'IA qui concentre aujourd'hui les espoirs d'une fraction des capitalistes et des gogos qui les suivent pose deux problèmes : 1° il faut des investissements colossaux pour avoir une chance que ça marche vraiment et, pour l'instant, l'IA ne rapporte pas un sou : il faut pouvoir détruire massivement la force de travail, les gourous de l'IA annoncent ni plus ni moins que la mise au chômage de la grande masse de l'humanité. Les utopistes qui annonçaient « la fin du travail » sont sûrement enchantés par cette perspective. Mais c'est en réalité une des

perspectives les plus horribles qui s'ouvrent devant nous : celle de l'obsolescence de l'homme. Günther Anders faisait justement remarquer : « Que des millions d'hommes puissent remplir l'océan du temps libre avec des divertissements, de la « culture », du sport ou du sexe, j'en doute et je le conteste. Et cela peut-être parce que je suis un zélote obstiné et sourcilleux de l'éthique du travail. Rien ne m'est plus étranger que de faire des leçons en disant que seuls ceux qui gagnent leur vie en travaillant méritent de vivre. Ce que je crois, c'est que l'homme ne peut pas vivre sans le travail auquel il a été condamné, qu'il est incapable de supporter le divertissement « *around the clock* ». (*Obsolescence de l'homme, II,* p.99) En vérité, gageons que les classes dominantes, en dépit des bonnes intentions de Bill Gates et tutti quanti, n'ont pas l'intention de construire une société de loisirs pour tous. Elles envisageraient certainement un *global downsizing,* un redimensionnement global de l'humanité, c'est-à-dire des exterminations de masse. Mais, d'un certain point de vue, le processus a déjà commencé avec la diminution brutale de la fécondité : il y a vingt ans, on annonçait 12 milliards d'humains pour l'an 2100. Les prévisions ont été revues à la baisse et on parle maintenant plutôt de 7 milliards et même moins. La décroissance est engagée à peu près partout sauf en Afrique subsaharienne. Ceci implique un vieillissement accéléré de la population et les lois sur l'euthanasie ne viennent pas par hasard, mais bien pour préparer cet avenir mortel.

Admettons encore que tout cela soit trop catastrophiste, trop scénario de SF ! Il reste que le capital doit trouver de nouveaux champs d'accumulation et il ne peut poursuivre son procès d'accumulation sans produire de marchandises réelles qui peuvent se vendre. Et nous retombons sur les scénarios avec crise massive et guerre à la clé. La crise des ressources et le changement climatique (s'il se poursuit) vont obliger à des révisions drastiques des modes de production. Il faudra bien que quelqu'un paie cette mutation.

Nous sommes dans une impasse profonde et ce qui sauvera l'humanité de la déchéance ou de la destruction, ce ne peut pas être le mode de production capitaliste. Le remplacement des capitalistes privés par l'État ne procurera aucune solution. Toutes les variétés de socialisme expérimentées ou imaginées sont autant de voies sans issue. L'issue au mode de production capitaliste, ce n'est pas le « dépassement du capitalisme » (dépasser, c'est aller plus vite dans la même direction). Ce ne peut être qu'une révolution fondamentale, aussi radicale qu'a pu l'être la révolution néolithique, une révolution qui transforme radicalement notre rapport à la nature, notre rapport à l'activité productrice humaine et nos rapports aux autres hommes.

On pense – certains paléontologistes ont écrit sur ce sujet – qu'il y a toujours eu des hommes « triple A », avides, agressifs, accumulateurs, même dans les sociétés « sans classes ». Ce qui poussa l'humanité depuis la construction des premières cités, c'est la recherche de l'accumulation illimitée de puissance, qui dépasse ses limitations dans le règne de l'argent (Locke dit cela très bien !), lequel va trouver à l'aube des temps modernes son accomplissement dans le mode de production capitaliste. Les vieux philosophes grecs qui dénonçaient la démesure, l'*ubris*, et prônaient « la juste mesure » (*metron*) avaient perçu ce processus qui se déroulait sous leurs yeux et ils en voyaient les dangers. Si l'humanité ne veut pas mourir, elle devra reposer ces questions antiques dans toute leur radicalité et en tirer les conséquences. Il le faudra, question de vie ou de mort.

Dans le mode de production capitaliste, la richesse sociale est métamorphosée en marchandise qui se mesure par sa valeur, c'est-à-dire par son reflet dans l'équivalent général qui est l'argent. Ainsi, l'activité productrice des humains se trouve orientée vers un seul but : l'accumulation de valeurs susceptibles d'être remises en circulation dans un nouveau cycle du capital. C'est une inversion complète du processus vital : la production n'est plus un moyen de la vie, mais un moyen de la production de capital pour pouvoir continuer la production. C'est cette boucle infernale qu'il faut briser. Or, pour briser cette boucle infernale, il faut commencer par ne plus croire aux sornettes progressistes. Il n'y aura pas de développement illimité des forces productives, la science et la technique ne seront jamais toutes puissantes, les ressources sont limitées et il n'y aura pas de

planète de rechange pour l'humanité. Le socialisme et le communisme à l'ancienne étaient des utopies de « cornucopiens » (les gens qui croient en la corne d'abondance), des rêveurs du mouvement perpétuel ou des alchimistes qui veulent transmuter le plomb en or.

Si on veut rester réaliste, on doit d'abord revenir à l'idéal de la mesure. **« Connais ta juste mesure »**, disait la Pythie à Socrate. Connaître sa juste mesure, c'est refuser l'illimitation et accepter que nous sommes hommes, que nous ne serons pas surhommes ou des transhumains, que nous resterons mortels, sujets aux maladies et aux accidents. Nous devons retrouver des rapports avec la nature qui permettent le prolongement de l'humanité, autant qu'il est en nous. Comme le disait Marx : les hommes « règlent de manière rationnelle leurs échanges organiques avec la nature et les soumettent à leur contrôle commun au lieu d'être dominés par la puissance aveugle de ces échanges ; et ils les accomplissent en dépensant le moins d'énergie possible, dans les conditions les plus dignes, les plus conformes à leur nature humaine. » Formule très générale que nous devrions tenter de détailler dans les conditions présentes.

« Rien de trop » ! La société de consommation est fondée sur l'appétit insatiable du consommateur, dont les désirs sont toujours frustrés par la possession des objets et derechef le désir d'autre chose. Hegel avait bien noté cette dynamique (infernale) à la base de la société moderne. « Ce que les Anglais désignent par « comfortable » est quelque chose d'absolument inépuisable qui se poursuit à l'infini, étant donné que chaque confort atteint finit à son tour par faire la preuve de son inconfort, si bien que ces inventions n'ont pas de fin. C'est pourquoi un besoin est produit non pas tant par ceux qui l'éprouvent de manière immédiate que, bien plutôt, par les gens qui cherchent à réaliser un gain en le faisant naître. » (Hegel, additif au § 191 des *Lignes fondamentales de la philosophie du droit*). Le plus difficile, donc : apprendre à modérer nos besoins, rompre avec le cycle de la consommation pour la consommation, de combler le manque d'être, le vide de l'existence, par l'accumulation des choses. Non prêcher la frugalité, mais la modération. On peut boire un peu de vin et éviter de s'enivrer !

Décélérer : toute la marche du capital est fondée sur le principe de l'accélération continue. Toujours plus vite ! « gagner du temps » ! On sait, avec Marx, qu'augmenter la vitesse de rotation du capital est un des moyens pour combattre la baisse tendancielle du taux de profit. Hartmunt Rosa dans *Accélération* a bien montré comment cette logique de l'accélération transforme toute notre vie. Mais à quoi cela sert-il d'accélérer pour nous précipiter toujours plus vite dans l'abîme ? Si on prend un peu de recul, l'expression « gagner du temps » est dépourvue de sens.

Une économie de la valeur d'usage : de choses que nous produisons, seule importe réellement leur valeur d'usage. Une automobile sert à se déplacer d'un point à un autre et non à exhiber des symboles de richesse ou des puissances phénoménales jamais utilisées ! Un bien d'usage est fait pour s'user le plus lentement possible et non pour être consommé. La distinction entre usage et consommation est abolie dans une société où il faut avant tout consommer ! Or, c'est une distinction essentielle du point de vue du rapport entre l'homme et la nature. La consommation renvoie à la vie alors que l'usage implique la construction d'un monde humain au-dessus du monde naturel. Nous consommons des aliments pour vivre, comme n'importe quelle bête, mais nous inscrivons cette vie dans un monde proprement humain, fait de maisons, d'outils, de moyens de cuire les aliments, de lits, mais aussi de décors, de statues, de musique, de livres, etc. Le capitalisme raccourcit le cycle de vie des biens d'usage qui deviennent « jetables » et cela constitue un formidable gaspillage des ressources.

Une précision : tout cela n'a rien à voir avec une économie orientée par les besoins (comme le demande le gourou de LFI). L'école de Budapest (Agnes Heller et ses amis) avaient qualifiés l'URSS et les pays « socialistes » de « dictature sur les besoins » et c'est très juste. Les besoins sont une affaire individuelle, subjective, même s'ils se forment dans les relations sociales. Je peux préférer un

bon whisky à un bon bourgogne, un livre à un verre d'alcool, un concert à un livre, etc. : ce n'est pas à la communauté politique de dire ce qui est bien ! Collectivement, on peut seulement définir des cadres généraux et des normes de production, mais chacun reste libre d'acheter du bon vin ou les œuvres complètes de Balzac ! Cette liberté suppose d'ailleurs que demeure un marché et même une concurrence réglementée et donc que la valeur d'échange (valeur tout court) reste un instrument de mesure – en dernière analyse, elle mesure le temps de travail social consommé pour produire telle ou telle marchandise.

Mettre en œuvre ces principes suppose, comme le disait Marx, que les hommes ne soient plus soumis à la loi aveugle de leurs échanges.Cela signifie qu'ils décident en commun de ce à quoi ils doivent consacrer leurs efforts. Cela implique un système généralisé de coopératives, de producteurs et de consommateurs. On pourrait réfléchir à des modèles d'une société coopérative. Mais un tel mouvement ne peut venir que d'en bas, des individus eux-mêmes et non de partis mettant en application leur programme. Il faut ajouter que mouvement coopératif doit être protégé et ne peut se développer dans le cadre d'un marché capitaliste libre. Cela pose la question politique (cf. infra). Il faut d'ailleurs imaginer des solutions qui permettraient de diminuer la fragilité des coopératives (voir Tony Andréani sur les modèles de socialisme). Enfin les coopératives peuvent cohabiter avec des producteurs indépendants, des petits et moyens patrons et nous pouvons aussi avoir des coopératifs de producteurs indépendants (comme les coopératives agricoles) ou des coopératives de consommateurs. Bref, pas de solution unique, mais une complexité des rapports sociaux qui peut les rendre plus flexibles.

Dans l'immédiat, il faut revendiquer la démocratie la plus large, à tous les niveaux, de bas en haut. Localement, les gens doivent pouvoir décider de leur propre vie. Pour tout dire, et bien que ce principe soit d'origine catholique, le bon principe me semble être le principe de subsidiarité : tout ce qu'on peut décider et mettre en œuvre à un certain niveau communautaire doit l'être à ce niveau et on ne passe au niveau supérieur que lorsque cela devient nécessaire et donc la base devrait être la démocratie communale. Évidemment, chaque communauté serait tenue de respecter les principes fondamentaux de la république, par exemple ceux qui sont contenus dans la Déclaration des droits de 1946 et il doit donc demeurer un État central qui en soit le garant ! Je ne crois pas au dépérissement de l'État, car l'État est nécessaire tant que les ressources sont rares et doivent être partagées selon des principes de justice et tant qu'il y a des avides, agressifs et ambitieux qui sont prêts à se jeter sur leur frère humain, ce qui veut dire que l'État durera aussi longtemps que ce que nous pouvons imaginer.

Au niveau national, on aurait un parlement élu à la proportionnelle intégrale, mais encadré par un large usage du référendum, y compris d'initiative populaire. Des élus aux mandats limités dans le temps et payés comme un fonctionnaire de la catégorie A. La encore, on devait réfléchir plus en détail. D'autres solutions sont possibles. Dans toutes les hypothèses, on a besoin d'imaginer des dispositifs constitutionnels qui garantissent les individus contre la « tyrannie de la majorité ». Le droit de contester les décisions politiques même majoritaires doit être garanti.

Enfin, il serait nécessaire de penser une politique sérieuse de défense de la nature en tant qu'elle est « le corps non organique de l'homme ». Ceci inclut un changement radical de l'aménagement du territoire en arrêtant la métropolisation et en engageant un mouvement de « dé-métropolisation » fondé sur le repeuplement des bourgs ruraux et des petites villes de province – où abondent les logements vides qui ne demandent qu'être réhabilités. Arrêter la croissance du TGV et donner la priorité au maillage des chemins de fer locaux… Une question très importante doit être abordée : le métabolisme de l'homme avec la nature est l'essence même de la vie humaine. Et donc la question de l'agriculture devrait trouver une place importante dans nos réflexions. Il s'agit de s'opposer à la liquidation de la paysannerie et organiser la marche vers une agriculture soucieuse de redonner à la nature ce qu'elle nous donne, pour reprendre certaines réflexions de Marx. Sortir de l'agrochimie

pour aller vers une agrobiologie devrait être un objectif poursuivi avec constance. Là aussi, question de vie ou de mort. Stopper l'artificialisation des sols et rendre à la culture tout ce qui peut l'être, voilà ce qu'il faut défendre, comme il faut défendre l'installation de jeunes paysans, qui ne soient pas simplement des urbains bobos en mal de campagne, mais des gens qui labourent la terre, élèvent des vaches ou des moutons, font du jardin, etc. Il y a des gens plus qualifiés que moi sur ces questions que l'on pourrait mettre à contribution.

Il y a encore bien d'autres questions à aborder. Mais je pense que tout cela, si on n'est pas devenu complètement désespéré, est bien plus important que de savoir s'il faut voter pour l'un des guignols de la prochaine foire. Se pose évidemment la question de l'organisation. Les individus isolés ne peuvent pas grand-chose, mais concilier l'efficacité et la démocratie dans un parti n'est pas une affaire simple. Le modèle bolchevik est évidemment mort et enterré, mais on ne doit pas oublier qu'il avait trouvé son inspiration dans la social-démocratie allemande ! Quant aux syndicats, ce sont les archétypes de la bureaucratie ouvrière. Donc, la question reste ouverte.

Le 1 juin 2026 – Denis Collin

PS : Jérôme Maucourant a attiré mon attention sur le « socialisme de guilde, influencé par William Morris et que défendit, un temps, Karl Polanyi. Il me semble que l'on pourrait aussi reprendre à nouveau frais les discussions sur le contrôle ouvrier, l'autogestion ou la tradition anarcho-syndicaliste.